

**SECTION
MESSAGERIES
PRESSTALIS**

***Aujourd'hui la presse n'arrive pas à temps dans les points de
vente, demain, de nombreux titres n'y arriveront jamais !***

Depuis la mise en place de la nouvelle réorganisation de la distribution de la presse sur Paris (mars 2011) les quotidiens nationaux ont de grandes difficultés à arriver dans les points de vente en temps et en heure.

Les diffuseurs grognent et ils ont raison, dans la mesure où un quotidien a une durée de vie limitée. La vente optimale de ce dernier se situe dans une plage horaire bien précise. Tout retard de sa réception par le diffuseur est un manque à gagner pour celui-ci et un risque de perte de lecteurs dont l'intérêt pour la lecture des journaux s'amenuise au fil du temps.

Ces problèmes d'acheminement de la presse quotidienne nationale ont pour origine la réforme de la distribution de la presse sur Paris et sa proche banlieue, mise en place par la direction générale de Presstalis. Ce n'est en aucun cas la faute des salariés de la SPPS qui ne ménagent pas leurs efforts et recherchent en permanence des solutions pour assurer en totalité le traitement des titres qui leur sont confiés.

En effet, la fermeture des centres de la Société Paris Presse Services (SPPS, filiale de Presstalis) de Chevilly-Larue et de Clichy a modifié considérablement le schéma de distribution de la presse en augmentant les délais de livraison. En optant pour une distribution centralisée sur le seul centre de Bobigny, la direction générale de Presstalis est responsable des dysfonctionnements dont les diffuseurs et certains éditeurs s'épargneraient tant leur situation économique est catastrophique.

Or, la CGT avait proposé une alternative qui conjugait rationalisation et qualité de service pour la distribution des quotidiens et des publications. Les propositions de notre organisation syndicale permettaient de dégager des économies significatives tout en pérennisant un système efficace et adapté à la distribution de la presse sur Paris et sa proche banlieue. Le maillage des diffuseurs de Paris exige en amont des structures de distribution de proximité.

La direction générale de Presstalis a préféré dégager des économies coûte que coûte sans se soucier des conséquences de son choix « industriel ».

Notre organisation syndicale ne sera pas complice de la casse du système coopératif de la distribution de la presse qui est bien à l'ordre du jour. Entre les projets patronaux du SPQN pour mettre en place une distribution hors du système actuel et la volonté du gouvernement de vider la loi Bichet de son contenu par le biais d'une soi-disant réforme du Conseil Supérieur des Messageries de Presse (CSMP), se profile la dissolution d'un héritage issu du Conseil National de la Résistance (CNR).

Nous appelons dès à présent, toute personne soucieuse d'une distribution égalitaire de la presse dans notre pays, garante de la libre circulation des informations et des idées, à soutenir la CGT dans son combat légitime pour défendre la loi Bichet du 2 avril 1947.

Gonesse, le 11 Mai 2011